Pouvoir d’achat : une préoccupation forte des Outre-mer



TRAVAUX PUBLIÉE LE 25/02/2020

Saisine liée :
POUVOIR D’ACHAT ET COHÉSION SOCIALE DANS LES OUTRE-MER : FRACTURES ET OPPORTUNITÉS
Formation de travail liée : DÉLÉGATION AUX OUTRE-MER

Les prix des produits alimentaires y sont **supérieurs en moyenne de 34% à ceux de l'hexagone**. Cette donnée illustre **les conditions de vie économiques et sociales particulièrement difficiles en Outre-mer** et l'augmentation de la précarité : un chômage élevé, des revenus faibles pour beaucoup, des prix élevés et souvent excessifs, asphyxient les ménages.

Cette "vie chère" est au coeur des revendications de pouvoir d'achat et de justice sociale exprimées lors de mouvements sociaux répétés depuis de nombreuses années par la population.

Les politiques publiques n’ont pas permis à ce jour de répondre à ces difficultés. Un « Bouclier qualité-prix » a bien été mis en place par la loi Lurel du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique Outre-mer mais cela **n'a pas permis de réguler l’augmentation des prix**. D'autres difficultés côtoient celles précédemment évoquées ; le niveau de fiscalité et les conditions de la concurrence.

En parallèle, des solutions existent, comme **le soutien à l'économie locale**, qui permettrait de créer des emplois pérennes et d'améliorer le pouvoir d'achat

Le CESE présentera ses pistes de réflexion sur la thématique du pouvoir d’achat et de la cohésion sociale dans les Outre-mer à la fin du premier semestre de l’année 2020.

© - copyright CESE - Novembre 2026